

ACTION  
PRATICIENS  
HÔPITAL



Paris, le 19 mai 2022



CP-Action Praticiens Hospitaliers du 19 mai 2022

## DOCTOR BASHING A SANTEXPO !

TOUT EST BON POUR SE DEDOUANER

DE L'EFFONDREMENT DE L'HOPITAL PUBLIC...  
...ET DU SYSTEME DE SANTE TOUT ENTIER



SANTEXPO : la grand-messe de la Fédération Hospitalière de France (FHF), qui représente les employeurs des établissements publics de santé, démarre dans une ambiance de fermeture des grands services d'urgences de plusieurs CHU après une épidémie ayant déjà touché plus d'une centaine de structures d'urgence en France. Une petite phrase « qui pique » prononcée par le président de la FHF, Frédéric Valletoux, également candidat LREM pour les législatives, agace profondément l'union syndicale Action Praticiens Hôpital. Ce d'autant qu'il n'a jamais daigné rencontrer APH, qui est la représentation majoritaire des praticiens hospitaliers (PH)...

« En 2020, notre pays comptait 218.400 médecins actifs, contre 214.000 en 2007. Soit 4.000 de plus qu'il y a 13 ans. Certes ce n'est pas Byzance, mais ce n'est pas la Bérézina non plus. La France manque tout simplement de médecins qui prennent en charge des malades, disons-le », a évoqué Frédéric Valletoux, Président de la FHF, en ouverture de SANTEXPO.

Sur quels chiffres est fondée cette affirmation ? Quand en 13 ans, le nombre de médecins – déjà insuffisant en 2007– augmente de 2 % alors que la population augmente de 6,6 % et vieillit (accroissement de 25% des plus de 75 ans), **imputer la carence d'accès aux soins à un non-exercice de la médecine par les médecins est une explication pour le moins périlleuse !**

Oui, le système de santé est à réformer entièrement. Les conditions d'exercice de la médecine, qu'elle soit de ville, libérale, salariée, dans le médico-social ou hospitalière, se sont tellement dégradées que les vocations se détournent. C'est ainsi que l'accès au soin est mis en péril pour l'ensemble de nos concitoyens, pour l'ensemble des pathologies bénignes ou complexes, à tous les âges et en tout point du territoire. **A qui la faute ?**

La FHF, dont la connivence avec le pouvoir en place et la République En Marche est désormais officielle, se félicite d'avoir signé le Ségur. Pourtant, les représentations syndicales des professionnels de santé majoritaires n'ont pas signé les accords qui les concernaient : tant les paramédicaux – qui fuient l'hôpital, et même le métier, dès le début de leurs études – que

les praticiens hospitaliers. **« La France manque tout simplement de médecins hospitaliers » parce que la France, son gouvernement, la FHF, le Ségur n'ont pas su les retenir.**

Cela a commencé par des petits services de province, qui n'arrivaient même plus à assurer une permanence des soins avec des intérimaires. Ce sont désormais les urgences des gros CHU ou CHR : Orléans, Rennes, Bordeaux, Grenoble qui ferment, ou filtrent les patients, abandonnant ceux dont l'urgence n'est pas vitale. Ce sera bientôt – cet été peut-être ? – des blocs opératoires, des maternités, des services de néonatalogie qui refuseront les patients. Il est fort peu probable que l'offre privée absorbera la nuit et le week-end cette lacune de l'hôpital.

Il y a quelques semaines, une directrice d'hôpital taxait sur les ondes nationales les médecins de divas. Aujourd'hui, le président de la FHF nous accuse de ne pas faire assez d'activité clinique. Et le ministre nous a reproché d'être mal organisés. De là à dire que les médecins sont les responsables de la mort de l'hôpital public et du système de santé en général, et qu'il faudrait les remplacer par d'autres, il n'y a qu'un pas, qui est quasiment franchi.

**Ce n'est pas en méprisant les professionnels de santé que l'on sauvera le système de santé en France.** A coup de petites phrases et d'attitudes qui cumulent un déni de la situation, un mépris du dialogue social et de l'écoute du terrain comme nous l'avons connu ces 5 dernières années, il ne faut pas s'étonner que la résilience des professionnels de santé ait pris du plomb dans l'aile si elle n'est déjà pas morte.

**Au contraire, il faut redonner envie aux médecins de venir et de rester à l'hôpital public, dans les établissements de la FHF. Les solutions existent : elles viennent du terrain et sont proposées par celles et ceux qui passent une grande partie de leur vie à l'hôpital au contact des malades et des familles. Nos propositions sont sur le bureau du Ministre et du Premier Ministre, depuis trop longtemps ignorées.**

A l'approche de l'été, et pour remédier aux annonces affolées de risque de nouvelles fermetures partout en France de services d'urgence ou de Smur comme de service de pointe, il faudra que la Première Ministre et le Ministre chargé de la santé restaure l'attractivité médicale hospitalière, et que la FHF soutienne sans réserve les propositions des praticiens :

- Octroi des **4 ans d'ancienneté** à tous les PH nommés avant le 1<sup>er</sup> octobre 2020, comme cela l'a été pour les PH néonommés
- Ouverture du chantier de la **permanence des soins** (des gardes et des astreintes) : revalorisation significative, juste décompte du temps de travail, prise en compte de la pénibilité
- Vraie réforme de la **gouvernance**, avec comme pré-requis l'instauration d'une véritable démocratie sanitaire : élections des chefs de service et de pôle par leurs équipes, rôle décisionnaire des CME et des CMG
- Révision du décret sur les **moyens syndicaux** afin de permettre un dialogue social loyal entre médecins, gouvernement et tutelles constructif et comparable aux autres professions.

Jean-François Cibien  
Président AH  
Président APH  
06 07 19 79 83

Carole Poupon  
Présidente CPH  
Vice-présidente APH  
06 76 36 56 67

Yves Rébufat  
Président exécutif  
AH  
06 86 87 62 76